

C A N A D A

151P-1692

PROVINCE DE QUÉBEC

District de Saint-Maurice

C O U R S U P É R I E U R E

N° : 425-17-000 169-121

CONSTRUCTIONS F. PARÉ INC.,
compagnie légalement constituée en vertu de la
Loi sur les sociétés par actions du Québec,
dont le siège social est situé au 3500, boulevard
du Parc industriel, La Tuque, Québec,
G9X 4V6

et

MASKIMO CONSTRUCTION INC.,
compagnie légalement constituée en vertu de la
Loi sur les sociétés par actions du Québec,
dont le siège social est situé au 2500, Léon-
Trépanier, Trois-Rivières, Québec, G9A 5E1

Codemanderesses

c.

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC représentant le Ministre des
Transports du Québec, ayant une place
d'affaires au 300, boulevard Jean-Lesage,
bureau 1.03, Québec, G1K 8K6

et

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC représentant le Ministre des
Ressources naturelles du Québec, ayant une
place d'affaires au 300, boulevard Jean-Lesage,
bureau 1.03, Québec, G1K 8K6

Codéfendeurs

**REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE POUR
JUGEMENT DÉCLARATOIRE (Art. 453 C.p.c.),
MANDAMUS (Art. 844 C.p.c.), EN NULLITÉ, EN
DOMMAGES ET INTÉRÊTS, EN INJONCTION
PERMANENTE ET, SUBSIDIAIREMENT, EN
INDEMNITÉ POUR DÉPOSSESSION FORCÉE**

AU SOUTIEN DE LEUR REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE, LES CODEMANDERESSES EXPOSENT CE QUI SUIT :

I. IDENTIFICATION DES PARTIES :

1. Constructions F. Paré Inc. (ci-après « **Constructions Paré** ») est une compagnie constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions du Québec* (L.R.Q., c. S-31.1) dont les activités premières sont la construction et les grands travaux, le tout tel qu'il appert du CIDREQ ci-annexé dénoncé au soutien des présentes sous la cote **P-1**;
2. Maskimo Construction Inc. (ci-après « **Maskimo** ») est une compagnie constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions du Québec* (L.R.Q., c. S-31.1) spécialisée dans les travaux de construction et de grands travaux de route, le tout tel qu'il appert du CIDREQ ci-annexé dénoncé au soutien des présentes sous la cote **P-2**;
3. Le Ministre des Ressources naturelles du Québec est responsable de l'application de la *Loi sur les terres du domaine de l'État* (L.R.Q., c. T-8.1);
4. Le Ministre des Transports du Québec est responsable de l'application de la *Loi sur la voirie* (L.R.Q., c. V-9);
5. Les recours contre le Ministre des Ressources naturelles du Québec et contre le Ministre des Transports du Québec sont dirigés contre le Procureur général du Québec (Art. 94.3 C.p.c.);

II. EXPOSÉ DES FAITS :

6. Le 16 mars 2006, Constructions Paré adressait au ministère des Ressources naturelles et de la Faune du Québec, maintenant désigné comme étant le ministère des Ressources naturelles du Québec (ci-après « **MRN** ») une demande pour l'obtention d'un bail exclusif d'exploitation de substances minérales de surface (ci-après « **BEX-477** ») dans le canton de Malhiot, le tout tel qu'il appert d'une lettre dûment dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-3**;
7. Le 22 mars 2006, le MRN accusait réception de la demande de la codemanderesse Constructions Paré relative au BEX-477, le tout tel qu'il appert d'un accusé réception dénoncé au soutien des présentes sous la cote **P-4**;
8. Le 18 avril 2006, Constructions Paré adressait au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, maintenant désigné comme étant le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (ci-après « **MDDEFP** ») une demande de certificat d'autorisation pour aménager et exploiter une carrière d'une superficie de 90 000 mètres carrés, à proximité du Lac du Pendu (zone 18), dans le canton Malhiot, Ville de La Tuque, le tout tel qu'il appert d'une lettre dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-5**;

9. Le 19 avril 2006, Constructions Paré obtenait de la Ville de La Tuque un avis de conformité concernant le projet de banc d'emprunt au Lac du Pendu, canton Malhiot, le tout tel qu'il appert d'une lettre accompagnée d'un avis de conformité daté du 20 avril 2006, dûment dénoncés au soutien des présentes sous la cote **P-6**;
10. De 2006 à 2008, Constructions Paré a entrepris différentes démarches dans le but de promouvoir son projet de banc d'emprunt sur les terres du domaine de l'État gérées par le MRN et pour obtenir, auprès du ministère des Transports du Québec (ci-après « **MTQ** »), les droits d'accès nécessaires à son exploitation, en plus de remplir les exigences et conditions imposées par le MDDEFP, le tout tel qu'il appert d'une lettre du 10 juillet 2007 dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-7**;
11. Durant la même période, Constructions Paré a entrepris des démarches pour l'amélioration d'un chemin forestier « Caribou » dans le but d'accéder au BEX-477; à cette fin, elle obtenait les autorisations requises du MRN de même que des servitudes de la compagnie Gaz Métro, le tout tel qu'il appert de documents d'approbation relatifs à l'accès et à l'amélioration du chemin forestier « Caribou », dénoncés en liasse au soutien des présentes sous la cote **P-8**;
12. Jusqu'à l'aménagement de la route de contournement de La Tuque (route 155), par le MTQ, la carrière, sablière, gravière de Constructions Paré n'était pas enclavée et, partant, l'opération du BEX-477 n'était pas tributaire de la construction de la future route;
13. Comme le BEX-477 a front directement sur la future route 155, le 25 janvier 2008, Constructions Paré adressait une demande formelle d'accès au MTQ fournissant la documentation nécessaire pour situer l'accès au banc d'emprunt à savoir :
 - Le chemin projeté par Construction Paré au point A, chaînage 6 + 220;
 - Les chemins projetés par le MTQ à gauche et à droite de la voie de contournement en construction au point B, chaînage 6 + 545.Le tout tel qu'il appert d'une télécopie adressée à Madame Elisabeth Cardinal, au Centre de service de Shawinigan du MTQ et dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-9**;
14. Le 4 février 2008, Constructions Paré demandait et obtenait, à la demande du MDDEFP, un nouvel avis de conformité du greffier de Ville de La Tuque, le tout tel qu'il appert d'un avis de conformité dénoncé au soutien des présentes sous la cote **P-10**;
15. Le 8 février 2008, Constructions Paré adressait au MTQ une nouvelle demande pour un accès au site envisagé pour l'exploitation d'un banc d'emprunt (BEX-477), le tout tel qu'il appert d'une télécopie dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-11**;

16. Le 12 février 2008, le MTQ avisait Constructions Paré que l'accès à la voie de contournement était accepté, à la condition que Construction Paré avise les autorités du MTQ deux (2) semaines avant l'exécution de ses travaux afin d'être informée des exigences de construction du MTQ, le tout tel qu'il appert d'une télécopie dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-12**;
17. Le 6 juin 2008, les codemanderessees signaient une entente de commercialisation en commun du BEX-477, le tout tel qu'il appert de ladite entente dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-13**;
18. Le 3 juillet 2008, le MRN avisait Constructions Paré de la signature du bail exclusif BEX-477 consenti pour une période de cinq (5) ans à compter du 3 juillet 2008 et renouvelable de cinq (5) en cinq (5) ans, le tout tel qu'il appert dudit bail BEX-477 dénoncé au soutien des présentes sous la cote **P-14**;
19. Le BEX-477 (pièce P-14) accorde à Constructions Paré le droit d'extraire et de commercialiser toutes les substances minérales de surface appartenant à l'État sur le terrain décrit à l'acte; ce bail est renouvelable de cinq (5) ans en cinq (5) ans à la condition expresse que le locataire ait exploité les ressources minérales durant au moins 1/5 de sa durée (section 5-b du bail BEX-477);
20. La signature par le MRN du BEX-477 (pièce P-14) a nécessité, de la part de la codemanderesse Constructions Paré, qu'elle modifie sa demande de certificat d'autorisation auprès du MDDEFP, le tout tel qu'il appert des lettres transmises le 12 août 2008 et le 22 août 2008 dénoncées en liasse au soutien des présentes sous la cote **P-15**;
21. Le 9 septembre 2008, le MDDEFP accordait à Construction Paré un certificat d'autorisation pour l'aménagement et l'exploitation d'une carrière d'une superficie de 90 000 mètres carrés située à proximité du Lac du Pendu (zone 18), dans le canton de Malhiot, faisant partie de la Ville de La Tuque dont l'aire d'exploitation se situe à l'intérieur de la superficie délimitée dans le bail BEX-477, le tout tel qu'il appert dudit certificat d'autorisation dénoncé au soutien des présentes sous la cote **P-16**;
22. Les activités d'extraction à la carrière débutèrent à l'automne 2009, après qu'une entente de commercialisation soit intervenue entre les codemanderessees (pièce P-13), que le contrat de bail exclusif ait été signé par le MRN (pièce P-14) et que le MDDEFP ait émis le certificat d'autorisation nécessaire à ladite exploitation (pièce P-16);
23. Le 5 octobre 2009, Constructions Paré s'adressait au MRN pour obtenir un permis de déboisement dans le cadre des activités de la carrière, le tout tel qu'il appert d'une télécopie dûment dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-17**;
24. Le 6 octobre 2009, le MTQ transmettait une mise en demeure à la codemanderesse Maskimo l'avisant de cesser tout transport en provenance du banc d'emprunt situé au chaînage 6 + 200 à moins de fournir au MTQ copie d'une autorisation écrite de

- l'entrepreneur chargé de procéder aux travaux d'aménagement de la route de contournement de la Ville de La Tuque (Les Constructions Yvan Boisvert), le tout tel qu'il appert d'une copie de ladite mise en demeure dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-18**;
25. Le même jour, soit le 6 octobre 2009, le MRN émettait à Constructions Paré un permis d'intervention pour activités minières, valide jusqu'au 31 mars 2012, le tout tel qu'il appert d'un bordereau de télécopie et d'une lettre dénoncées au soutien des présentes sous la cote **P-19**;
26. Constructions Paré débutait ses activités en octobre 2009 en procédant à la livraison de 150 voyages « tout-venant » à la Ville de La Tuque, le tout tel qu'il appert d'une réquisition d'achat T-2616 datée du 21 octobre 2009 et dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-20**;
27. Le 22 octobre 2009, le MTQ accordait une autorisation d'accès temporaire à Constructions Paré, ledit accès devant être démantelé le 1^{er} décembre 2009, le tout tel qu'il appert d'une lettre dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-21**;
28. Le 16 novembre 2009, la Chambre de commerce et d'industrie du Haut-Saint-Maurice adressait une demande auprès du Ministre des transports et député du comté de Laviolette s'objectant indirectement à ce que le MTQ accorde un accès à la voie de contournement à la codemanderesse Constructions Paré, tout en se disant d'accord pour qu'une autre route que la voie de contournement lui soit offerte dans le but d'exploiter sa carrière; cette lettre fut transmise à la Ville de La Tuque et à Les Agrégats Dany Morissette, l'un des concurrents de Constructions Paré, le tout tel qu'il appert d'une copie dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-22**;
29. Le 28 janvier 2010, les procureurs des codemandresses demandaient au MRN, ès qualité de bailleur, d'intervenir pour permettre le respect intégral du bail BEX-477 consenti à Constructions Paré durant la construction de la route de contournement de la Ville de La Tuque, le tout tel qu'il appert d'une copie de ladite mise en demeure dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-23**;
30. À cette même date du 28 janvier 2010, les procureurs des codemandresses demandaient au MTQ de donner suite aux engagements pris lors d'une rencontre tenue à leur bureau de Trois-Rivières le 7 décembre 2009, le tout tel qu'il appert d'une lettre dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-24**;
31. Lors de cette rencontre, le MTQ avait convenu de faire connaître sa position concernant la demande d'accès à la carrière des codemandresses et s'était engagé à fournir des copies des servitudes de non-accès qui, à leurs dires, grevaient la voie de contournement (route 155) de La Tuque;
32. Le 1^{er} mars 2010, Constructions Paré signait une déclaration de propriétaire de fond de terre sur laquelle est située une carrière, une sablière ou une gravière localisée sur le territoire de la Ville de La Tuque en application du règlement 1000-131-2009

de la Ville de La Tuque, le tout tel qu'il appert de ladite déclaration dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-25**;

33. Le 16 août 2010, Constructions Paré demandait de nouveau au MTQ l'autorisation d'accéder au banc d'emprunt situé sur le BEX-477, chaînage 6 + 220, voie de contournement de la Ville de La Tuque, le tout tel qu'il appert d'une copie de ladite lettre dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-26**;
34. Le 26 octobre 2010, le MRN répondait à la lettre du 28 janvier 2010 (pièce P-23) des procureurs des codemanders et soulevait l'argument suivant :

« Le locataire d'un tel bail a un droit d'accès au terrain qui fait l'objet de son bail et peut y extraire ou y exploiter les substances minérales de surface. Sur les terres privées ou louées par l'État à des fins autres que minières, ces droits ne peuvent être exercés que suivant l'article 235 de la Loi sur les mines, c'est-à-dire sur entente avec le propriétaire du terrain ou le locataire de l'État. »

« Il appartient donc aux locataires de prendre les mesures nécessaires pour obtenir le droit d'accès au terrain objet de son bail et d'y extraire les substances minérales de surface. Ainsi, advenant que Constructions F. Paré Inc. ne puisse avoir accès à ce terrain par la voie publique située à proximité, il appartient à votre cliente d'identifier les solutions alternatives et d'obtenir les autorisations nécessaires, le cas échéant. »

(Nos soulignements)

Le tout tel qu'il appert de ladite lettre dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-27**;

35. Ainsi, dans cette missive du 26 octobre 2010 (pièce P-27), le MRN prétendait, erronément, que le BEX-477 était situé sur des « terres privées ou louées par l'État à des fins autres que minières » et invitait les codemanders à obtenir de prétendus droits de passage de l'État, droits de passage qui leur avaient déjà été concédés par l'effet du BEX-477 (pièce P-14) et l'application de la *Loi sur les mines* (L.R.Q., c. M-13.1);
36. Cette position surprenante du MRN équivaut à nier l'accessibilité aux ressources naturelles situées le long des différents chemins publics opérés par le MTQ, ce qui est un non-sens, particulièrement à l'égard des terres du domaine public de l'État gérées par le MRN;
37. À ce titre, il est surprenant de constater que deux ministères représentant chacun le gouvernement du Québec prennent des positions contradictoires, l'un favorisant l'accès aux ressources naturelles, l'autre l'interdisant sans habilitation législative ou réglementaire et sans servitude de nonaccès;

38. Le 2 mars 2011, Constructions Paré produisait une nouvelle déclaration du propriétaire d'un fonds de terre sur lequel est située une carrière, une sablière ou une gravière localisée sur le territoire de la Ville de La Tuque en application du règlement 1000-131-2009, le tout tel qu'il appert d'une copie de ladite déclaration dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-28**;
39. Le 29 mars 2011, les procureurs des codemandresses demandaient de nouveau au MTQ les actes supposés établir les servitudes de non-accès affectant la route 155 à la hauteur du BEX-477 et à défaut de produire lesdites servitudes de non-accès, l'enjoignaient d'autoriser les codemandresses à accéder à leur carrière, sablière et banc d'emprunt situés sur leur propriété, le tout tel qu'il appert de la mise en demeure dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-29**;
40. Durant les années 2009, 2010, 2011 et 2012, les codemandresses furent empêchées de soumissionner dans le cadre de travaux publics majeurs réalisés dans la région immédiate de La Tuque tel qu'il sera démontré au cours de l'enquête et d'utiliser la carrière, la sablière et gravière dont elles s'étaient dotées;
41. Cette position de blocage crée une situation de non-concurrence dans le secteur du centre du Québec, le MTQ allant jusqu'à refuser d'accorder à la codemandresse Maskimo un contrat pour lequel elle était le plus bas soumissionnaire, à l'occasion de l'appel d'offres numéro 850416299, le tout tel qu'il appert d'une lettre adressée à Maskimo le 8 juillet 2011 par le MTQ et dûment dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-30**;
42. Cette lettre du 8 juillet 2011 (pièce P-30) fut remise de mains à mains aux représentants de la codemandresse Maskimo lors d'une rencontre tenue aux bureaux du MTQ à Trois-Rivières le même jour;
43. Cette rencontre, à laquelle participait Monsieur Richard Dionne, directeur du MTQ pour la direction de la Mauricie, centre du Québec ainsi que des représentants de la codemandresse Maskimo, avait pour but la recherche d'une solution permanente aux problèmes d'accès de Maskimo et de Constructions Paré sur la route 155 relativement à l'exploitation de leur carrière, sablière et gravière;
44. À cette rencontre du 8 juillet 2011, les codemandresses apprirent que plus de 39 accès avaient été autorisés par le MTQ le long de la route 155 et que le MTQ entendait réviser cette situation avant de donner une réponse définitive à leurs demandes d'accès;
45. Le MTQ reconnaissait par la voie de son représentant que la situation d'enclave dénoncée par les codemandresses était intolérable et que les solutions étaient relativement simples :
 - Soit les codemandresses exploitaient leur BEX-477 en assurant la sécurité des usagers de la route;

- Soit le MTQ les indemnisait pour dépossession forcée de leur bien pour les avoirs enclavées par la construction de la route 155 en leur coupant complètement l'accès au chemin forestier « Caribou ».
46. Par la suite, après avoir refusé d'accorder le contrat qui revenait de droit à la codemanderesse Maskimo (pièce P-30), le MTQ écrivait à la codemanderesse Constructions Paré pour l'aviser du refus de la demande d'accès « de la manière dont vous le souhaiteriez », tout en soulignant que le MTQ, sans reconnaissance de sa responsabilité, procédait à une analyse de divers scénarios pour solutionner le problème d'enclave, le tout tel qu'il appert de ladite lettre datée du 24 août 2011 dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-31**;
47. À l'invitation du MTQ, les codemandresses rencontraient de nouveau Monsieur Richard Dionne, directeur du MTQ pour la direction de la Mauricie, centre du Québec à Trois-Rivières le 22 septembre 2011 pour analyser avec celui-ci les pistes de solutions auxquelles sa lettre du 24 août 2011 (pièce P-31) faisait référence;
48. Différentes hypothèses ont été analysées par les parties lors de rencontres tenues le 8 juillet 2011 et le 22 septembre 2011 à savoir :
- L'accès central via un chemin menant de la Ville de La Tuque à la voie de contournement (du côté Ouest). Cette hypothèse aurait impliqué la construction d'un chemin de desserte du côté Ouest menant vers l'accès central; cette solution s'avère impossible puisque, selon le MTQ, la présence d'une pente de plus de 12 %, de roc, d'un cours d'eau et d'une traverse de chemin de fer en rendrait le coût d'aménagement prohibitif;
 - L'aménagement d'un chemin de desserte du côté Est : l'aménagement d'un chemin de desserte du côté Est (secteur de la montagne) est impossible puisqu'il faudrait traverser la route de contournement elle-même, puis le chemin de fer du CN, et enfin obtenir la permission de différents propriétaires privés avec obligation de négocier un droit d'accès;
 - Indemnisation pour le BEX-477 : le MTQ a envisagé de racheter le BEX-477 et a mandaté une firme d'évaluateurs pour calculer l'indemnité à verser aux codemandresses pour une telle dépossession forcée; aucune offre n'a été déposée ou faite aux codemandresses pour donner suite à ce scénario;
 - Un droit de sortie au chaînage 6 + 220 : les codemandresses ont étudié la possibilité d'aménager un accès sécuritaire sur la route 155 et ont produit au MTQ un rapport positif de la firme d'ingénieurs BPR, le tout tel qu'il appert dudit rapport dénoncé au soutien des présentes sous la cote **P-32**;
49. En pratique, malgré une lettre du 25 janvier 2008, une rencontre le 7 décembre 2009, des lettres des procureurs du 28 janvier 2010, du 10 août 2010 et du 29 mars 2011, les codemandresses constatent que leur droit d'exploiter le BEX-477 est toujours nié par le MTQ et par le MRN, malgré une permission de quelques mois, toute solution à cette problématique étant reportée de mois en mois, ce qui leur

cause un préjudice très grave en plus de nuire à la disponibilité des matériaux provenant du banc d'emprunt dans la région immédiate de la Ville de La Tuque et d'avoir un effet pervers sur les appels d'offres publics de l'ensemble de la région;

50. Lors de la rencontre du 22 septembre 2011, différents scénarios de solution furent soumis par les représentants du MTQ qui demandèrent aux codemandresses de produire un rapport technique quant aux possibilités de procéder à l'aménagement d'un accès sécuritaire sur la route 155;
51. Ainsi, les codemandresses engagèrent la firme d'ingénieurs BPR qui émit un rapport daté du 20 octobre 2011 (pièce P-32) portant sur « un nouvel accès à la route de contournement de La Tuque, chaînage 6 + 220 »;
52. Le 17 janvier 2012, les procureurs des codemandresses adressaient au MTQ une mise en demeure formelle à l'effet que :
 - Le MTQ a accordé plus de 22 autorisations d'accès le long de la voie de contournement de la Ville de La Tuque;
 - Les codemandresses ont le droit légal d'exploiter le BEX-477;
 - En l'absence de servitudes de non-accès en l'absence de décision ministérielle interdisant ou limitant l'accès, le MTQ ne peut empêcher les codemandresses d'accéder à leur BEX-477;
 - Les codemandresses détenaient avant la voie de contournement, un accès au BEX-477 via le chemin forestier du Lac Caribou;
 - Les codemandresses sont maintenant enclavées sans aucune possibilité d'exploiter leur carrière, gravière et sablière ce qui leur cause des dommages considérables;
 - Un tel droit d'accès était prévu dans les plans de construction de la route de contournement de la Ville de La Tuque, et ce même droit d'accès est actuellement utilisé pour une exploitation forestière située directement en face de la propriété des codemandresses, ladite propriété n'étant même pas enclavée (le tout tel qu'il appert de différentes photos déposées en liasse sous la cote **P-33**);
 - À défaut de recevoir le droit d'accès réclamé dans les trente (30) jours de l'envoi de ladite mise en demeure, les codemandresses requerront un jugement déclaratoire et réclameront les dommages subis en relation avec les agissements illégaux du MTQ;
 - La réclamation inclura la perte d'un contrat qui devait être attribué à Maskimo (appel d'offres 850416299) pour la fourniture de pierres concassées;

- La réclamation inclura, à titre de demande subsidiaire, les dommages pour la dépossession forcée du bail BEX-477.

Le tout tel qu'il appert de ladite mise en demeure et des documents l'accompagnant dénoncés en liasse au soutien des présentes sous la cote **P-34**;

53. Le 5 mars 2012, Monsieur Richard Dionne accusait réception de la mise en demeure (pièce P-34) assurant de nouveau les codemanderss que leurs demandes seraient étudiées avec diligence et que l'analyse des différents scénarios se poursuivait, le tout tel qu'il appert de la lettre dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-35**;
54. Le 11 mai 2012, Monsieur Richard Dionne a reconnu qu'un accès pourrait être accordé directement en face du chemin d'accès à l'école forestière, soit au chaînage 6 + 545 et qu'en contrepartie les codemanderss devraient assumer les coûts associés au déploiement de mesures jugées essentielles pour assurer la sécurité de tous les usagers de la route à savoir ; l'aménagement d'une voie d'accélération et de feux clignotants et la mise en place de nouveaux éléments de signalisation, de façon temporaire, d'ici à ce qu'elles aménagent les voies d'accélération et les feux, le tout tel qu'il appert de la lettre dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-36**;
55. Cette lettre du 11 mai 2012 (pièce P-36) prévoyait également que le Ministère offrait sa pleine collaboration pour tout soutien technique quant à la conception d'une voie répondant à ses exigences, ou encore en matière d'estimation des coûts et de planification d'un échancier et finalement que les codemanderss étaient appelé à signer un accord régissant les périodes et les heures permises pour utiliser l'accès, à convenir ultérieurement;
56. Le 30 mai 2012, Monsieur Fabien Vaury, vice-président exécutif de la codemandersse Maskimo, a informé Monsieur Richard Dionne qu'une signalisation temporaire serait mise en place à compter du 4 juin 2012 au chaînage 6 + 545, et pendant la mise en place d'une signalisation permanente, afin de débiter les travaux sur le site du BEX-477, le tout tel qu'il appert de la lettre dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-37**;
57. Le 11 juin 2012, des représentants du MTQ, dont Monsieur Richard Dionne, ont visité le site du BEX-477 et ont exprimé leur insatisfaction, voire même leur surprise, quant aux travaux entrepris;
58. Le 13 juin 2012, les procureurs des codemanderss demandaient à Monsieur Richard Dionne de confirmer les mesures correctives devant être prises pour la mise en place des nouveaux éléments de signalisation, de façon temporaire, d'ici à ce que les voies d'accélération et les feux soient aménagés, le tout tel qu'il appert de la lettre dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-38**;
59. Dans cette même lettre (pièce P-38), les procureurs des codemanderss, rappellent que les travaux de préparation du site BEX-477 se poursuivre afin de

respecter les obligations contractuelles des codemandersses et, entre autres, qu'un concasseur soit installé au début de la semaine du 18 juin 2012;

60. Le 28 juin 2012, Monsieur Richard Dionne mentionne dans une lettre qu'aucune autorisation n'a été accordée jusqu'à présent par le Ministère en raison du fait qu'aucun engagement quant à l'ensemble des conditions requises pour l'implantation sécuritaire d'un accès n'a été pris, le tout tel qu'il appert de la lettre dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-39**;
61. Dans cette lettre du 28 juin 2012 (pièce P-39), Monsieur Richard Dionne confirme qu'il a été étonné, lors de sa visite dans le secteur le 11 juin 2012, de constater l'ampleur des travaux amorcés, sans la signalisation appropriée pour intervenir en bordure de la route, sans autorisation et signale la responsabilité des codemandersses quant à la réalisation de travaux non autorisés par le Ministère qui pourraient compromettre la sécurité des usagers et également leur responsabilité s'il survient un événement préjudiciable;
62. L'arrêt complet des travaux est exigé dans la lettre du 28 juin 2012 (pièce-39);
63. Le 11 juillet 2012, Monsieur Fabien Vaury, vice-président exécutif de la codemandresse Maskimo, précise qu'il n'y a eu aucune circulation à l'extérieur du site BEX-447 et que les travaux ont été entrepris à l'intérieur du site puisqu'ils sont demeurés sans réponse de la lettre datée du 30 mai 2012 (pièce P-37) avisant le MTQ que les travaux allaient être entrepris à compter du 4 juin 2012, le tout tel qu'il appert de la lettre dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-40**;
64. Une rencontre se déroule le 11 juillet 2012, au bureau de Monsieur Richard Dionne, afin que les codemandersses informent le MTQ de ses intentions en rapport aux mesures temporaires de sécurité qui seront mises en place pour assurer la sécurité lors de l'accès au site ainsi que du niveau d'achalandage prévu;
65. Le 17 juillet 2012, Monsieur Fabien Vaury, vice-président exécutif de la codemandresse Maskimo, confirme par écrit les mesures que les codemandersses conviennent de mettre en œuvre pour obtenir un accès par la voie de contournement de La tuque au site BEX-447 et l'achalandage prévu, le tout tel qu'il appert de la lettre dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-41**;
66. Le 17 juillet 2012, le Conseil de la Ville de La Tuque adopte une nouvelle résolution VLT-2012-07-172, demandant au MTQ de refuser l'accès sur l'ensemble du corridor de la voie de contournement, le tout tel qu'il appert de la résolution dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-42**;
67. Le 10 août 2012, Monsieur Richard Dionne consent à délivrer aux codemandersses une permission temporaire de cinq (5) ans d'accès, qui devra par la suite faire l'objet d'une demande de renouvellement au Ministère, et ce, conformément aux mesures à déployer et à la prise en charge des frais compris à l'Annexe 1 et à la permission de voirie no. 7006-60-90012-12016, le tout tel qu'il appert de la lettre, son annexe 1 et ledit permis dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-43**;

68. À compter du 10 août 2012, les codemandresses mettent en place différentes mesures et réalisent les travaux suivants :
- Signalisation
 - Aménagement du chemin d'accès dans l'emprise MTQ au chaînage 6 + 545
 - Aménagement du chemin d'accès dans l'emprise du BEX, portion entre la Route 155 et la barrière (défrichage, essouchage, ponceau et remblayage);
 - Installation d'une barrière à bases coulées;
 - Aménagement du chemin d'accès dans l'emprise du BEX-447 (Défrichage, essouchage, ponceau, remblayage, rehaussement du chemin d'accès avec 330 Tm de MG-20 MTQ, préparation finale et plage de l'accès sur une surface de 12 mètres par 30 mètres par 80 millimètres d'épaisseur pour 75 Tm d'enrobés);
 - Décapage de la surface d'exploitation;
 - Exploitation du gravier 35 000 Tm (prélèvement du gravier brut, concassage et mise en réserve).
69. Le 1^{er} octobre 2012, le Conseil de la Ville de La Tuque adopte la résolution VLT-2012-07-172, demandant au MTQ de révoquer la permission de voirie octroyée le 10 août 2012 (pièce P-43) et qu'aucune autre permission de voirie ne soit octroyée aux codemandresses pour la construction d'un accès à la voie de contournement (route 155), le tout tel qu'il appert de la résolution dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-44**;
70. Le 7 novembre 2012, Monsieur Jean Douville, directeur du MTQ pour la direction de la Mauricie, centre du Québec, révoque la permission no. 7006-60-90012-12016 en raison des préoccupations de la Ville de La Tuque et souligne qu'à moins d'un consensus avec la Ville, aucune nouvelle permission ne sera délivrée, le tout tel qu'il appert de la lettre dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-45**;
71. Cette intervention constitue un abus de droit à l'égard des codemandresses;
72. Le 16 novembre 2012, les procureurs des codemandresses demandent au MTQ de respecter intégralement les droits des codemandresses à l'exploitation du BEX-447, le tout tel qu'il appert de la mise en demeure dénoncée au soutien des présentes sous la cote **P-46**;
73. Les codemandresses ont déjà perdu deux (2) années d'exploitation durant la période de construction de la voie de contournement de la Ville de La Tuque (route 155 en 2008 et 2009) et depuis la construction de ladite route, deux (2) autres années additionnelles vu le refus du MTQ de permettre l'accès à leur banc d'emprunt;

74. Les codemandereses doivent s'adresser au Tribunal puisqu'elles doivent exploiter le BEX-477 pour une durée minimum de 1/5 afin d'en obtenir le renouvellement en juillet 2013;
75. Cette exigence du MRN à l'égard du minimum d'exploitation de 1/5 de la durée du BEX-477 ne pourra plus être rencontrée à compter du 1^{er} juillet 2012 et ce, par la seule faute et omission du MRN et du MTQ, puisque les codemandereses ont démontré, en tout temps depuis 2009, qu'elles étaient prêtes à procéder à une exploitation commerciale de leur carrière, sablière et gravière et qu'elles y ont consacré de nombreux investissements qui risquent de s'avérer inutiles;

III. LE DROIT :

76. Les codemandereses se voient refuser accès à la carrière, sablière, gravière qu'elles exploitent en vertu d'un bail exclusif d'exploitation de substances minérales de surface;
77. Le MTQ leur interdit de circuler sur la voie de contournement de la Ville de La Tuque (route 155) prétextant que cette dernière serait destinée exclusivement à des activités récréotouristiques et forestières;
78. De tels agissements par le MTQ, avec la complicité du MRN, contreviennent au bail exclusif d'exploitation des ressources minérales consenti aux codemandereses (pièce P-14):

Dispositions pertinentes de la *Loi sur les mines* (L.R.Q., c. M-13.1)

Article 26

« Nul ne peut interdire ou rendre difficile l'accès d'un terrain contenant des substances minérales qui font partie du domaine de l'État à celui qui a le droit de le prospecter ou de le jalonner en vertu de la présente section, si ce dernier s'identifie sur demande et, dans le cas du titulaire de permis, s'il exhibe son permis. »

Article 65

« Le titulaire du claim a droit d'accès au terrain qui en fait l'objet et peut y faire tout travail d'exploration.

Toutefois, sur les terres concédées ou louées par l'État à des fins autres que minières ou sur celles qui font l'objet d'un bail exclusif d'exploitation de substances minérales de surface, il ne peut exercer ces droits que suivant l'article 235. »

Article 149

« Le locataire a droit d'accès au terrain qui fait l'objet de son bail et peut y extraire ou y exploiter les substances minérales de surface.

Toutefois, sur les terres concédées, aliénées ou louées par l'État à des fins autres que minières, ces droits ne peuvent être exercés que suivant l'article 235. »

Article 235

« Sur les terres concédées ou aliénées par l'État à des fins autres que minières, sauf les cimetières au sens de la Loi sur les compagnies de cimetières catholiques romains (chapitre C-40.1) ou établis conformément à la Loi sur les cimetières non catholiques (chapitre C-17), le titulaire de droit minier ou le propriétaire de substances minérales peut acquérir, à l'amiable ou par expropriation, tout bien nécessaire à l'accès au terrain ou à l'exécution de ses travaux d'exploration ou d'exploitation.

Sur les terres louées par l'État à des fins autres que minières ou sur celles qui font l'objet d'un bail exclusif d'exploitation de substances minérales de surface, il ne peut exercer son droit d'accès au terrain ou son droit de faire des travaux d'exploration ou d'exploitation qu'avec le consentement du locataire ou sur paiement d'une indemnité à ce dernier. À défaut d'entente concernant le montant de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent. La demande de fixation de l'indemnité est présentée par requête; elle est instruite et jugée d'urgence. »

(Nos soulignements)

79. L'article 235 précité de la *Loi sur les mines* ne s'applique pas à la présente situation puisqu'il ne vise pas des terres concédées, aliénées ou louées par l'État à des fins autres que minières; les codemanderss sont locataires d'un emplacement qui a front sur la route 155, sans qu'il soit nécessaire d'utiliser un terrain loué à un tiers ou appartenant à un tiers pour y accéder;
80. Les codemanderss affirment qu'à titre de bénéficiaires du BEX-477, elles ont un droit d'accès destiné à leur permettre de faire des travaux de mise en valeur qui ne comporte aucune restriction parce qu'il est situé sur les terres du domaine de l'État;
81. Un bail d'exploitation de substances minérales de surface constitue un droit réel immobilier (art. 8 de la *Loi sur les mines*), lequel droit minier, réel et immobilier, constitue une propriété distincte soumise aux formalités de l'inscription au Bureau de la publicité des droits de même qu'au Registre public des droits réels et immobiliers accordée en vertu de la Loi (art. 9, 10 et 11 de la *Loi sur les mines*);

82. Dans un document informatif publié par le MRN, dénoncé au soutien des présentes sous la cote **P-47**, il est spécifié que :

« Sur les terres publiques, aucune permission n'est requise, sauf si le terrain visé est pourvu d'équipements publics »

83. La *Loi sur voirie* (L.R.Q., c. V-9) prévoit ce qui suit :

« 22. Le ministre peut interdire ou limiter l'accès à une route, aux endroits qu'il détermine.

Par ailleurs, est interdit tout accès entre deux routes contiguës dont la gestion d'au moins une d'entre elles incombe au ministre; cette interdiction subsiste si la gestion de la route qui incombe au ministre est dévolue à une municipalité ou si l'une des routes est fermée.

Les dispositions du deuxième alinéa ne s'appliquent pas aux accès existant le 16 décembre 2005. »

(Nos soulignements)

84. Les codemandresses affirment que l'État ne peut dénier, par le MTQ, le droit d'accéder à des ressources naturelles dûment reconnu par le MRN, et nient que l'État a le droit de s'imposer à lui-même une servitude de non-accès (art. 22 de la *Loi sur la voirie*) puisqu'il serait à la fois propriétaire du fond dominant et du fond servant;
85. En l'espèce, les codemandresses ont été incapables d'obtenir du MTQ quelques décisions ministérielles, non plus qu'aucune servitude de non-accès qui aurait été enregistrée sur la propriété des codemandresses et qui ferait obstacle à l'accès à la route 155;
86. Les codemandresses ont, en vertu des règles du *Code civil du Québec*, le droit d'accéder à leur propriété, et, si ce droit leur est dénié, ont droit à une indemnité pour dépossession forcée de cette même propriété :

Article 1854 du Code civil du Québec

« Le locateur est tenu de délivrer au locataire le bien loué en bon état de réparation de toute espèce et de lui en procurer la jouissance paisible pendant toute la durée du bail.

Il est aussi tenu de garantir au locataire que le bien peut servir à l'usage auquel il est loué, et de l'entretenir à cette fin pendant toute la durée du bail. »

(Nos soulignements)

IV. FAUTES ET RESPONSABILITÉS DU MTQ :

87. Le MTQ, par ses refus constants de permettre aux codemandresses l'accès au BEX-477, agit illégalement, sans droit, se rendant ainsi responsable d'abus de pouvoir à l'égard des codemandresses:
- En leur refusant, sans droit, l'accès à une exploitation de ressources minérales sur les terres du domaine de l'État, et ce après avoir enclavé la propriété des codemandresses qui détenaient un tel accès avant la construction de la route 155 via le chemin forestier « Caribou »;
 - En n'ayant enregistré aucune servitude de nonaccès qui leur aurait créé un recours pour dépossession forcée si une telle servitude avait bel et bien existé et si elle avait été juridiquement possible;
 - En leur refusant l'accès sans décision ministérielle, sans critère pré-établi et en agissant de façon discriminatoire (pièce P-31 dont les codemandresses demandent la nullité) puisque d'autres, dont des compétiteurs, ont obtenu un tel accès ou se le sont arrogés;
 - En retirant illégalement et pour des motifs impropres la permission no. 7006-60-90012-12016 (pièce P-43) au chaînage 6 + 545.
88. La décision de refuser l'accès (pièce P-31) ou de la retirer (pièce P-45) est illégale et nulle puisque le MTQ n'a pas ce pouvoir, que ce soit par l'effet de législation ou par règlement, et qu'il ne peut refuser à un détenteur de bail d'exploitation de ressources minérales l'accès aux terres du domaine de l'État dont la gestion est confiée au MRN;
89. En plus d'agir illégalement, le MTQ agit sous la dictée d'un tiers à savoir la Ville de La Tuque qui pour des motifs impropres:
- Fait pression pour limiter les commerces et industries en dehors du centre-ville (pièce P-22);
 - Tente d'imposer des règles d'urbanisme aux codemandresses qui bénéficient pourtant de droits acquis à cet égard; par l'adoption d'un règlement de contrôle intérimaire portant le no. 1000-141-2010 relatif à la gestion du corridor routier de la voie de contournement de la Ville de La Tuque (route 155) ainsi que la bretelle d'accès central fut adopté par le conseil municipal de Ville de La Tuque le 16 novembre 2010 et dénoncé au soutien des présentes sous la cote **P-48**;
 - Tente de réglementer l'extraction de ressources naturelles ce qui est illégal en vertu de l'art. 246 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c. A-19.1) (ci-après « **LAU** ») qui stipule :

« 246. Aucune disposition de la présente loi, d'un plan métropolitain, d'un schéma, d'un règlement ou d'une résolution de contrôle intérimaire ou d'un règlement de zonage, de lotissement ou de construction ne peut avoir pour effet d'empêcher le jalonnement ou la désignation sur carte d'un claim, l'exploration, la recherche, la mise en valeur ou l'exploitation de substances minérales et de réservoirs souterrains, faits conformément à la Loi sur les mines (L.R.Q. c. M-13.1).

Le premier alinéa ne vise pas l'extraction de sable, de gravier ou de pierre à construire sur des terres privées où, en vertu de la Loi sur les mines, le droit à ces substances minérales appartient au propriétaire du sol. »

(Nos soulignements)

- Intervient illégalement pour exiger du MTQ qu'il retire la permission de voirie no. 7006-60-90012-12016 accordée (pièce P-43);
- Adopte les résolutions VLT-2012-07-172 et VLT-2012-10-258 (pièces P-42 et P-44) exigeant du MTQ qu'il retire la permission de voirie no. 7006-60-90012-12016 (pièce P-43), lesquelles n'ont rien à voir avec la sécurité du public.

90. Au surplus, le MTQ agit de façon discriminatoire à l'égard des codemandresses:

- En permettant de nombreux accès à la route 155 (de 22 à 32 dépendant des sources d'information) alors qu'il refuse celui demandé par les codemandresses qui leur fut pourtant promis en 2008 lors de l'émission du BEX-477 (pièces P-9, P-11 et P-12) et qui a été prévu formellement dans les plans de construction de la route (présence d'un cruciforme donnant accès aux codemandresses et aux forestiers) et qui fut dûment construit comme le démontre les photos ci-annexées (pièce P-33);
- En permettant l'accès à la route 155 à un compétiteur des codemandresses (Gestion N.A. Carrier Inc.) alors que ce dernier n'est pas enclavé;
- En permettant les sorties de camions forestiers (bois en longueur), sur la propriété située en face du BEX-477 (laquelle n'est même pas enclavée contrairement au BEX-477 qui, lui, avait un accès par le chemin du Caribou avant la construction de la route 155);
- En aménageant une entrée au Sud du BEX-477 pour permettre aux utilisateurs de sentiers de randonnée et aux villégiateurs d'accéder à la propriété des codemandresses;

- En appliquant incorrectement à la propriété des codemandresses ses normes internes qui ne permettent qu'une seule exception au non-accès soit celle des usages agricoles (pièce P-31) dans l'hypothèse improbable où ces normes s'appliqueraient aux terres du domaine de l'État, ce que nient les codemandresses.
91. Le MTQ, ayant accordé le 10 août 2012 la permission de voirie no. 7006-60-90012-12016 (pièce P-43), a reconnu que les travaux respectant les normes de sécurité publique;
92. Les codemandresses ont mis en place les mesures, convenues à l'annexe 1 de la lettre du 10 août 2012 (pièce P-43) afin de respecter les normes de sécurité publique au chaînage 6 + 545 :
- Installation de panneaux permanents signalant la sortie de camions (prise en charge des frais);
 - Asphaltage des accotements sur 50 m, dans chaque direction (prise en charge des frais);
 - Asphaltage de l'entrée du site sur 30 m (exécution et prise en charge des frais);
 - Pose de panneaux d'arrêt à la sortie des camions (exécution et prise en charge des frais);
 - Installation de la barrière d'accès au site à environ 200 m (exécution et prise en charge des frais);
 - Présence d'un signaleur lorsque l'achalandage du site excède 30 camions par jour, ou à la demande du Ministère (exécution et prise en charge des frais).
93. Ces exigences ont été respectées par les codemandresses c'est pourquoi rien ne justifie le retrait de la permission révocable en cas de non-respect de l'une de ses exigences énoncée dans la lettre du 10 août 2012 (pièce P-43);
94. Le MTQ, en octroyant la permission no. 7006-60-900012-12016 (pièce P-43), a jugé que l'accès à la voie de contournement de La Tuque (Route 155) et la l'aménagement d'un accès (BEX 477) au chaînage 6 + 545) étaient sécuritaires pour le public;
95. Le MTQ dépossède sans droit et sans indemnité les codemandresses de leur BEX-477;

V. FAUTES ET RESPONSABILITÉS DU MRN:

96. Le MRN se décharge illégalement sur le MTQ de ses responsabilités à titre de bailleur (locateur) qui lui proviennent de la loi et du bail exclusif d'exploitation

d'une substance minérale de surface BEX-477 (pièce P-14) signé avec Constructions Paré, causant ainsi des dommages considérables aux codemanderss depuis l'année 2009;

97. Le MRN, en sa qualité de représentant du propriétaire et de gestionnaire des terres du domaine de l'État, doit laisser un accès libre à son locataire, les codemanderss; le refus de respecter cette obligation engage sa responsabilité, en plus de l'empêcher de refuser le renouvellement du bail sous prétexte que les codemanderss n'auraient pas exploité durant la durée minimum requise le BEX-477;
98. Le MRN s'est donc rendu coupable de bris de contrat à l'égard des codemanderss et à contrevenu au BEX-477 en refusant, sans raison, de dénouer l'impasse dans laquelle se sont retrouvées les codemanderss à l'égard de l'accès aux ressources naturelles qui leur avaient été consenti;

VI. LE DROIT À L'INJONCTION

99. Compte tenu de ce qui précède, les codemanderss sont en droit d'exploiter BEX-477 et d'avoir accès à la route 155 à la hauteur du chaînage 6 + 545;
100. Les codéfendeurs ne peuvent refuser de délivrer les autorisations nécessaires, à défaut de quoi les codemanderss sont en droit de s'adresser au tribunal afin d'obtenir une injonction permanente;
101. L'apparence sérieuse de droit permet aux codemanderss d'obtenir une telle injonction permanente;
102. Les droits des codemanderss sont clairs et ont d'ailleurs été reconnus par les codéfendeurs le 10 août 2012 par l'émission de la permission de voirie no. 7006-60-90012-12016 (pièce P-43);
103. Les codemanderss se sont vu retirer leur permission de voirie pour l'unique raison que la Ville de La Tuque est préoccupée par la situation et s'oppose à la présence de commerces le long de la route de contournement;
104. La Ville de La Tuque tente encore une fois de faire pression sur le MTQ pour limiter les commerces et les industries en dehors du centre-ville (pièce P-22) et d'autre part le MTQ agit sous la dictée d'un tiers à savoir la Ville de La Tuque et non pour des motifs liés à l'administration de la *Loi sur la voirie*;
105. Les codéfendeurs empêchent sans aucun droit, les codemanderss d'exploiter BEX-447 puisqu'elles sont enclavées depuis la construction de la route de contournement de la Ville de La Tuque;
106. Étant donné le droit clair et apparent des codemanderss, le Tribunal saisi d'une injonction permanente n'a pas à examiner la question du préjudice irréparable et de la balance des inconvénients;

VII. LES DOMMAGES :

107. Les codemanderss ont subi des dommages considérables par les refus et défauts d'agir du MTQ et du MRN qui les empêchent, à toute fin pratique, d'exploiter le BEX-477 depuis 2009;
108. Dans ce contexte, les codemanderss réclament aux codéfendeurs les dommages subis pour troubles, ennuis et inconvénients en relation avec leurs agissements illégaux, déraisonnables et discriminatoires:

a) Dommages réclamés par Constructions Paré :

1. Frais encourus par Constructions Paré pour la reconnaissance de ses droits, afin de répondre aux exigences incessantes et injustifiées des codéfendeurs (frais d'arpentage, frais d'ingénieurs et de consultants, frais d'avocats, coûts du BEX-477, des permis, préparation du site, déboisement et perte de 12 voyages de camions de bois qu'elle n'a pu sortir):
60 000,00 \$
2. Pertes subies par Constructions Paré vu l'obligation de s'approvisionner chez un concurrent (contrats avec la Ville de La Tuque, contrats avec Hydro-Québec, contrats avec Béton Provincial) :
60 000,00 \$
3. Pertes de profits sur le contrat retiré à Maskimo (appel d'offres 850413299) et autres contrats perdus:
240 000,00 \$
4. Troubles, ennuis et inconvénients :
50 000,00 \$

Indemnité totale pour dommages : 410 000,00 \$**b) Dommages réclamés par Maskimo :**

5. Perte subie à l'occasion du contrat 850413299 du MTQ et autres contrats (environ 10 contrats perdus : 1 470 000,00 \$; perte de vente de matériaux provenant de la carrière : 360 000,00 \$) :
1 830 000,00 \$
6. Frais pour la mise en places des différentes mesures convenues avec le MTQ soit :

- a. Aménagement du chemin d'accès dans l'emprise du BEX, portion entre la route 155 et la barrière (défrichage, essouchage, ponceau et remblayage);
5 000,00\$
- b. Installation d'une barrière à bases coulées;
2 000,00\$
- c. Aménagement du chemin d'accès dans l'emprise du BEX-447 (Défrichage, essouchage, ponceau, remblayage, rehaussement du chemin d'accès avec 330 Tm de MG-20 MTQ, préparation finale et plage de l'accès sur une surface de 12 mètres par 30 mètres par 80 millimètres d'épaisseur pour 75 Tm d'enrobés);
15 000,00\$
- d. Décapage de la surface d'exploitation;
25 000,00\$
- e. Exploitation du gravier 35 000 Tm (prélèvement du gravier brut, concassage et mise en réserve);
150 000,00\$

7. Frais encourus pour la reconnaissance de leurs droits (frais d'ingénieurs et de consultants, frais d'avocats, etc.) :
- 150 000,00 \$

8. Troubles, ennuis et inconvénients :
- 50 000,00 \$

Indemnité totale pour dommages : 2 177 000,00 \$

- 109. Les codemanderssont en droit de réclamer les frais d'avocats en raison de l'abus de droit et de la mauvaise foi des codéfendeurs qui agissent pour des motifs impropres et illégaux;
- 110. Les codemanderssont ont dû multiplier les démarches judiciaires afin d'obtenir la permission de voirie et l'accès au site par la voie de contournement de la Ville de La Tuque;
- 111. La mauvaise foi des codéfendeurs justifie les codemanderssont de réclamer les honoraires extrajudiciaires en l'espèce;
- 112. Le MTQ a retiré illégalement et pour des motifs impropres la permission de voirie no. 7006-60-90012-12016 (pièce P-43) au chaînage 6 + 545;
- 113. Le MTQ a agi sous la dictée d'un tiers en l'occurrence la Ville de La Tuque;

114. Tant et aussi longtemps que l'accès à la route 155 ne leur est pas reconnu, les codemanderessees se réservent le droit de compléter la présente réclamation pour dommages subis en relation avec les agissements illégaux des codéfendeurs;

VIII. LA RECONNAISSANCE DU DROIT D'ACCÈS DES CODEMANDERESSES :

115. Face au refus injustifié des codéfendeurs de reconnaître leurs droits, les codemanderessees n'ont d'autre choix que de s'adresser à la Cour pour obtenir un jugement déclaratoire à l'effet que le MTQ et le MRN sont tenus de leur permettre un accès à la route 155 à la hauteur du BEX-477 et que le MRN ne peut refuser le renouvellement du BEX-477;
116. Les codemanderessees s'adressent aussi à la Cour pour obtenir une ordonnance enjoignant le MTQ à leur accorder l'accès demandé et recherchent à faire déclarer nul, comme illégal, discriminatoire, et pour motifs d'abus de pouvoir, le refus d'accorder l'accès demandé dans la décision du MTQ apparaissant à pièce P-31 et le retrait de la permission de voirie no.7006-60-90012-12016 (pièce P-43) au chaînage;

IX. LES CONCLUSIONS SUBSIDIAIRES RECHERCHÉES :

117. Subsidairement, si le Tribunal en venait à la conclusion que la construction de la route 155 bloque définitivement l'accès des codemanderessees au BEX-477, accès dont elles bénéficiaient avant sa construction, les codemanderessees réclament, subsidairement, compensation auprès des codéfendeurs pour dépossession forcée de leur propriété s'établissant de la façon suivante :

- a) Perte commerciale d'exploitation durant la vie utile de la carrière, sablière et gravière (estimée à 30 ans) :

1. Perte d'environ trois (3) millions de tonnes d'agréats :
3 000 000,00 \$

- b) Perte des investissements sur le site :

2. Pour la codemanderesse Constructions Paré (aménagement d'un garage de 60 pieds x 100 pieds, construction d'une nouvelle place d'affaires, achat d'un terrain adjacent pour fin d'entreposage, investissements rendus inutiles) :

600 000,00 \$

3. Pour la codemanderesse Maskimo :

117 000,00 \$

c) Perte future reliée à l'obligation de s'approvisionner chez des concurrents et à des distances accrues :

1. Pour la codemanderesse Constructions Paré :

590 000,00 \$

2. Pour la codemanderesse Maskimo (perte de contrats futurs):

3 800 000,00 \$

Indemnité totale pour dépossession forcée : 8 107 000,00 \$

118. La présente action est bien fondée en fait et en droit.

POUR CES MOTIFS, PLAISE À LA COUR :

ACCUEILLIR la présente Requête introductive d'instance pour jugement déclaratoire, en mandamus, en nullité, en dommages et intérêts, injonction permanente et, subsidiairement, en indemnité pour dépossession forcée;

DÉCLARER que les codemandresses ont légalement le droit d'exploiter le BEX-477 (pièce P-14) et ont légalement le droit d'accéder à la route 155 à la hauteur du chaînage 6 + 545;

ORDONNER le renouvellement du BEX-477 (pièce P-14) et ce, malgré l'incapacité dans laquelle les codemandresses se retrouvent d'exploiter durant un minimum de 1/5 de la durée du bail d'exploitation de ressources minérales, puisque le bailleur (le MRN) a lui-même, par ses agissements, empêché les codemandresses de respecter cette obligation;

ACCUEILLIR la requête en injonction permanente;

ÉMETTRE une ordonnance d'injonction permanente **ORDONNANT**, sous toutes peines que de droits aux codéfendeurs, de même qu'à toutes personnes ayant connaissance de l'injonction :

a) De donner libre accès à la voie de contournement de La Tuque (route 155) au chaînage 6 + 545;

b) De permettre la construction d'un accès (BEX 477) au chaînage 6 + 545 de la voie de contournement (route 155);

PERMETTRE la signification de l'Ordonnance en injonction permanente en dehors des jours juridiques et en dehors des heures légales;

ORDONNER l'exécution provisoire du jugement à intervenir nonobstant appel;

DISPENSER les codemandresses de fournir cautionnement;

ORDONNER au MTQ d'accorder aux codemandresses l'accès demandé depuis 2008 au BEX-477 et accordée en 2012, à la hauteur du chaînage 6 + 545;

DÉCLARER nul, comme illégal, discriminatoire, injustifié et pour motifs d'abus de pouvoir le refus du MTQ d'accorder l'accès à la route 155 à la hauteur du BEX-477 constaté dans la lettre dénoncée sous la cote P-31 ainsi que le retrait de la permission de voirie dénoncée sous la cote P-43;

CONDAMNER les codéfendeurs, le MTQ et le MRN, à indemniser les codemandresses pour les dommages, troubles et ennuis subis, à savoir **une somme de 410 000,00 \$ à Constructions F. Paré Inc. et une somme de 2 177 000,00 \$ à Maskimo Construction Inc.;**

CONDAMNER les codéfendeurs à payer aux codemandresses une somme de **200 000,00\$** en guise de remboursement des honoraires extrajudiciaires déboursés par cette dernière (sauf à parfaire) avec intérêts au taux légal et l'indemnité additionnelle courant à partir du jugement à être rendu ;

ET SUBSIDIAIREMENT, SI LE TRIBUNAL EN VIENT À LA CONCLUSION QU'IL NE PEUT RECONNAÎTRE UN DROIT D'ACCÈS À LA ROUTE 155 :

CONDAMNER aux codéfendeurs, le MTQ et le MRN, d'indemniser les codemandresses pour la dépossession forcée de leur propriété (BEX-477);

CONDAMNER les codéfendeurs, le MTQ et le MRN, à verser aux codemandresses **une somme de 3 000 000,00 \$** pour la perte commerciale d'exploitation durant la vie utile du BEX-477;

CONDAMNER les codéfendeurs, le MTQ et le MRN, à verser aux codemandresses, à titre de dommages, **une somme de 600 000,00 \$ à Constructions F. Paré et de 117 000,00 \$ à Maskimo Construction** pour les investissements effectués sur le site du BEX-477 et rendus inutiles par leurs agissements;

CONDAMNER les codéfendeurs, le MTQ et le MRN, à verser **une somme de 590 000,00 \$ à Constructions F. Paré Inc. et une somme de 3 800 000,00 \$ à Maskimo Construction Inc.** pour compenser les pertes futures liées à l'obligation de s'approvisionner chez des concurrents et à des distances accrues;

CONDAMNER les codéfendeurs, le MTQ et le MRN, à verser aux codemandereses **une somme de 410 000,00 \$ à Constructions F. Paré Inc.** et **une somme de 2 177 000,00 \$ à Maskimo Construction Inc.** pour les dommages, troubles et ennuis subis;

CONDAMNER les codéfendeurs à payer aux codemandereses une somme de **200 000,00\$** en guise de remboursement des honoraires extrajudiciaires déboursés par cette dernière (sauf à parfaire) avec intérêts au taux légal et l'indemnité additionnelle courant à partir du jugement à être rendu ;

LE TOUT avec dépens y incluant les frais d'experts encourus par les codemandereses.

Québec, le 21 décembre 2012



HEENAN BLAIKIE AUBUT,

Partie intégrante de HEENAN BLAIKIE s.e.n.c.r.l., srl

Procureurs des codemandereses

(Pierre C. Bellavance)

N/ : 025454-0007


COPIE CONFORME

Heenan Blaikie Aubut

PARTIE INTÉGRANTE DE HEENAN BLAIKIE S.E.N.C.R.L., SRL

AVIS À LA PARTIE DÉFENDERESSE

(Art. 119 C.p.c.)

PRENEZ AVIS que les codemandresses ont déposé au greffe de la Cour supérieure du district judiciaire de Saint-Maurice la présente demande.

Pour répondre à cette demande, vous devez comparaître par écrit, personnellement ou par avocat, au Palais de justice de La Tuque, dans les 10 jours de la signification de la présente requête au 290, Rue St-Joseph, C.P. 6, G9X 3Z8.

À défaut de comparaître dans ce délai, un jugement par défaut pourra être rendu contre vous sans autre avis dès l'expiration de ce délai de 10 jours.

Si vous comparez, la demande sera présentée devant le tribunal **le jeudi 7 février en la salle 1.16 à 9h30 au Palais de Justice de La Tuque** et le tribunal pourra, à cette date, exercer les pouvoirs nécessaires en vue d'assurer le bon déroulement de l'instance ou procéder à l'audition de la cause, à moins que vous n'ayez convenu par écrit avec la partie demanderesse ou son avocat d'un calendrier des échéances à respecter en vue d'assurer le bon déroulement de l'instance, lequel devra être déposé au greffe du tribunal.

Au soutien de sa requête introductive d'instance, les codemandresses dénoncent les pièces suivantes :

- Pièce P-1:** CIDREQ de Constructions F. Paré Inc.;
- Pièce P-2:** CIDREQ de Maskimo Construction Inc.;
- Pièce P-3:** Lettre datée du 16 mars 2006 de Constructions Paré adressée au MRN relativement à une demande pour l'obtention d'un bail exclusif d'exploitation de substances minérales de surface (BEX-477);
- Pièce P-4:** Accusé réception du MRN daté du 22 mars 2006 adressé à Constructions Paré relativement à sa demande pour le BEX-477;
- Pièce P-5:** Lettre datée du 18 avril 2006 de Constructions Paré adressée au MDDEFP relativement à une demande de certificat d'autorisation pour l'aménagement et l'exploitation d'une carrière à proximité du Lac du Pendu;
- Pièce P-6:** Lettre datée du 19 avril 2006 de la Ville de La Tuque adressée à Constructions Paré accompagnée d'un avis de conformité concernant le projet de banc d'emprunt au Lac du Pendu daté du 20 avril 2006;

- Pièce P-7:** Lettre du 10 juillet 2007 de Constructions Paré adressée au MTQ relativement aux différentes démarches dans le but de promouvoir son projet de banc d'emprunt sur les terres du domaine de l'État gérées par le MRN;
- Pièce P-8:** Documents d'approbation en liasse, relatifs à l'accès et à l'amélioration du chemin forestier « Caribou consentis par le MRN de même que des servitudes de la compagnie Gaz Métro;
- Pièce P-9:** Lettre datée du 25 janvier 2008 de Constructions Paré adressée à Madame Elisabeth Cardinal, au Centre de service de Shawinigan du MTQ relativement à une demande formelle d'accès au MTQ fournissant la documentation nécessaire à situer l'accès au banc d'emprunt projeté;
- Pièce P-10:** Lettre datée du 4 février 2008 de Constructions Paré adressée au greffier de Ville de La Tuque relativement à une demande du MDDEFP afin d'obtenir un nouvel avis de conformité;
- Pièce P-11:** Lettre datée du 8 février 2008 de Constructions Paré adressée au MTQ relativement à une nouvelle demande pour un accès au site envisagé pour l'exploitation d'un banc d'emprunt (BEX-477);
- Pièce P-12:** Lettre datée du 12 février 2008 du MTQ adressée à Constructions Paré relativement à l'acceptation pour l'accès à la voie de contournement à la condition que Construction Paré avise les autorités du MTQ deux (2) semaines avant l'exécution de ses travaux afin d'être informée des exigences de construction du MTQ;
- Pièce P-13:** Entente de commercialisation datée et signée le 6 juin 2008 par Constructions Paré et Maskimo relativement au BEX-477;
- Pièce P-14:** Lettre datée 3 juillet 2008 du MRN adressée à Constructions Paré accompagnée du bail exclusif BEX-477 consenti pour une période de cinq (5) ans à compter du 3 juillet 2008 et renouvelable de cinq (5) en cinq (5) ans;
- Pièce P-15:** Lettres datées du 12 août 2008 et du 22 août 2008 de Constructions Paré au MDDEFP relativement aux modifications de sa demande de certificat d'autorisation;
- Pièce P-16:** Certificat d'autorisation datée du 9 septembre 2008 du MDDEFP accordant à Construction Paré un certificat d'autorisation pour l'aménagement et l'exploitation d'une carrière;
- Pièce P-17:** Lettre datée du 5 octobre 2009 de Constructions Paré adressée au MRN relativement à l'obtention d'un permis de déboisement dans le cadre des activités de la carrière;

- Pièce P-18:** Mise en demeure datée du 6 octobre 2009 du MTQ adressée à Maskimo l'avisant de cesser tout transport en provenance du banc d'emprunt situé au chaînage 6 + 200 à moins de fournir copie d'une autorisation écrite de l'entrepreneur chargé de procéder aux travaux d'aménagement de la route de contournement de la Ville de La Tuque (Les Constructions Yvan Boisvert);
- Pièce P-19:** Lettre datée du 6 octobre 2009 du MRN adressée à Constructions Paré relativement à l'émission d'un permis d'intervention pour activités minières, valide jusqu'au 31 mars 2012;
- Pièce P-20:** Réquisition d'achat T-2616 datée du 21 octobre 2009 de Constructions Paré relativement au début de ses activités en octobre 2009 en procédant à la livraison de 150 voyages « tout-venant » à la Ville de La Tuque;
- Pièce P-21:** Lettre datée du 22 octobre 2009 du MTQ adressée à Constructions Paré accordant une autorisation d'accès temporaire, ledit accès devant être démantelé le 1er décembre 2009;
- Pièce P-22:** Demande du 16 novembre 2009 de la Chambre de commerce et d'industrie du Haut-Saint-Maurice datée adressée au Ministre des transports et député du comté de Laviolette s'objectant indirectement à ce que le MTQ accorde un accès à la voie de contournement à Constructions Paré;
- Pièce P-23:** Mise en demeure datée du 28 janvier 2010 des procureurs des codemanderss adressées au MRN demandant d'intervenir pour permettre le respect intégral du bail BEX-477 consenti à Constructions Paré durant la construction de la route de contournement de la Ville de La Tuque;
- Pièce P-24:** Lettre datée du 28 janvier 2010 des procureurs des codemanderss adressées au MTQ demandant de donner suite aux engagements pris lors d'une rencontre tenue à leur bureau de Trois-Rivières le 7 décembre 2009;
- Pièce P-25:** Déclaration de propriétaire de fond de terre datée du 1er mars 2010 signée par Constructions Paré en application du règlement 1000-131-2009 de la Ville de La Tuque;
- Pièce P-26:** Nouvelle demande d'autorisation de Constructions Paré datée du 16 août 2010, adressée au MTQ afin d'obtenir l'autorisation d'accéder au banc d'emprunt situé sur le BEX-477, chaînage 6 + 220, voie de contournement de la Ville de La Tuque;
- Pièce P-27:** Lettre datée du 26 octobre 2010 du MRN répondant à la lettre du 28 janvier 2010 (pièce P-23) des procureurs des codemanderss;

- Pièce P-28:** Nouvelle déclaration du propriétaire d'un fond de terre datée du 2 mars 2011 et signée par Constructions Paré en application du règlement 1000-131-2009;
- Pièce P-29:** Mise en demeure datée du 29 mars 2011 par les procureurs des codemandresses demandant de nouveau au MTQ les actes établissant les servitudes de non-accès affectant la route 155 à la hauteur du BEX-477 et, à défaut de produire lesdites servitudes de non-accès, l'enjoignaient d'autoriser les codemandresses à accéder à leur carrière, sablière et banc d'emprunt situés sur leur propriété;
- Pièce P-30:** Lettre datée du 8 juillet 2011 par le MTQ adressée à Maskimo lui refusant un contrat à l'occasion de l'appel d'offres numéro 850416299;
- Pièce P-31:** Lettre datée du 24 août 2011 par le MTQ adressée à Constructions Paré pour l'aviser du refus de la demande d'accès;
- Pièce P-32:** Rapport produit au MTQ de la firme d'ingénieurs BPR relativement au droit de sortie au chaînage 6 + 220 : étude de la possibilité d'aménager un accès sécuritaire sur la route 155;
- Pièce P-33:** Photos déposées en liasse relativement au droit d'accès utilisé pour une exploitation forestière située directement en face de la propriété des codemandresses;
- Pièce P-34:** Mise en demeure formelle datée du 17 janvier 2012 par les procureurs des codemandresses adressée au MTQ;
- Pièce P-35:** Lettre datée du 5 mars 2012 de Monsieur Richard Dionne, directeur du MTQ pour la direction de la Mauricie, centre du Québec accusant réception de la mise en demeure (pièce P-34) assurant de nouveau les codemandresses que leurs demandes seraient étudiées avec diligence et que l'analyse des différents scénarios se poursuivait;
- Pièce P-36:** Lettre datée du 11 mai 2012 par le MTQ adressée à Me Pierre Delisle reconnaissant la possibilité d'accorder un accès au chaînage 6 + 545;
- Pièce P-37:** Lettre du 30 mai 2012 par Fabien Vaury de Maskimo adressée à de Monsieur Richard Dionne, directeur du MTQ pour la direction de la Mauricie, centre du Québec, répondant à la lettre du 11 mai 2012 (pièce P-36);
- Pièce P-38:** Lettre datée du 13 juin 2012 des procureurs des codemandresses adressée au MTQ demandant de confirmer les mesures correctives à prendre pour la mise en place de nouveau éléments de signalisation, de façon temporaire, d'ici à ce que les voies d'accélération et les feux soient aménagés;

- Pièce P-39:** Lettre datée du 28 juin 2012 par le MTQ adressée aux procureurs des codemandresses exigeant l'arrête complet des travaux;
- Pièce P-40:** Lettre datée du 11 juillet 2012 par Monsieur Fabien Vaury de Maskimo adressée à Monsieur Richard Dionne, directeur du MTQ pour la direction de la Mauricie, centre du Québec confirmant qu'il n'y a eu aucune circulation à l'extérieur de site BEX-477;
- Pièce P-41:** Lettre datée du 17 juillet 2012 par Monsieur Fabien Vaury de Maskimo adressée à Monsieur Richard Dionne, directeur du MTQ pour la direction de la Mauricie, centre du Québec, proposant une série de mesures de sécurité à mettre en place afin d'assurer la sécurité lors de l'accès au site;
- Pièce P-42:** Résolution VLT-2012-07-172 datée du 17 juillet 2012 de la Ville de La Tuque demandant au MTQ de maintenir une zone de nonaccès à la voie publique en privilégiant uniquement l'utilisation des voies existantes et de refuser toute demande actuelle ou futur en ce sens;
- Pièce P-43:** Lettre datée du 10 août 2012 du MTQ adressée à Monsieur Fabien Vaury de Maskimo accordant un accès par la voie de contournement de La Tuque au site BEX-477, prévoyant en annexe 1 les mesures à déployer et permis de voirie no. 7006-60-90012-12016;
- Pièce P-44:** Résolution VLT-2012-10-258 datée du 1^{er} octobre 2012 de la Ville de La Tuque demandant au MTQ de révoquer la permission de voirie octroyée le 10 août 2012 (pièce P-43);
- Pièce P-45:** Lettre datée du 7 novembre 2012 du MTQ adressée à Monsieur Fabien Vaury de Maskimo révoquant la permission no. 7006-60-90012-12016 transmise le 10 août 2012 (pièce P-43);
- Pièce P-46:** Mise en demeure formelle datée du 16 novembre 2012 par les procureurs des codemandresses adressée au MTQ;
- Pièce P-47:** Document informatif publié par le MRN;
- Pièce P-48:** Règlement de contrôle intérimaire adopté par le conseil municipal de Ville de La Tuque le 16 novembre 2010 portant le no. 1000-141-2010 relativement à la gestion du corridor routier de la voie de contournement de la Ville de La Tuque (route 155) ainsi que la bretelle d'accès central.

Ces pièces sont disponibles sur demande.

DEMANDE DE TRANSFERT RELATIVE À UNE PETITE CRÉANCE

Si le montant qui vous est réclamé n'excède pas 7 000 \$, sans tenir compte des intérêts, et si, à titre de demandeur, vous aviez pu présenter une telle demande à la division des petites créances, vous pouvez obtenir du greffier que la demande soit traitée selon les règles

prévues au Livre VIII du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25). À défaut de présenter cette demande, vous pourrez être condamné à des frais supérieurs à ceux prévus au Livre VIII de ce Code.

Québec, le 21 décembre 2012



HEENAN BLAIKIE AUBUT,
Partie intégrante de HEENAN BLAIKIE s.e.n.c.r.l., srl
Procureurs des codemanderes
(Pierre C. Bellavance)

N/ : 025454-0007



COPIE CONFORME
Heenan Blaikie Aubut
PARTIE INTÉGRANTE DE HEENAN BLAIKIE S.E.N.C.R.L., SRL

PROVINCE DE QUÉBEC
COUR SUPÉRIEURE
DISTRICT DE SAINT-MAURICE
No. : 425-17-● 000169-121

CONSTRUCTIONS F. PARÉ INC.

et

MASKIMO CONSTRUCTION INC.

Codemanderesses

C.

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU
QUÉBEC, représentant le MTQ

et

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU
QUÉBEC, représentant le MRNF

Codéfendeurs

REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE
POUR JUGEMENT DÉCLARATOIRE (Art. 453
C.p.c.), MANDAMUS (Art. 844 C.p.c.), EN
NULLITÉ, EN DOMMAGES ET INTÉRÊTS, EN
INJONCTION PERMANENTE ET,
SUBSIDIAIREMENT, EN INDEMNITÉ POUR
DÉPOSSESSION FORCÉE

Heenan Blaikie Aubut

partie intégrante de Heenan Blaikie S.E.N.C.R.L., SRL

Avocats

900, boul. René-Lévesque Est, # 600

QUÉBEC (Québec) G1R 2B5

Téléphone : (418) 524-5131

Télécopieur : (418) 524-1717

ME PIERRE C. BELLAVANCE

NOTRE DOSSIER :

BC-0490

025454-0007

CASIER # 130

27-12-12 = 141640

[Signature]
#141640